

LA DOMINATION MONÉTAIRE ET FINANCIÈRE DES ÉTATS-UNIS ET DE LA R.F.A. :

CERCLES VICIEUX ET DÉVELOPPEMENT DES CONTRADICTIONS

PAUL BOCCARA

NOUS avons déjà eu l'occasion de considérer le développement des oppositions entre pays, dans le cadre des difficultés de bases nouvelles des balances commerciales et des mouvements de capitaux. Ces oppositions concernant non seulement les pays impérialistes et les pays sous-développés dominés, mais aussi les pays impérialistes eux-mêmes. S'opposent ainsi la France d'une part et les Etats-Unis, la R.F.A. et le Japon d'autre part (1). Nous avons montré, par exemple, que le déficit commercial de la France vis-à-vis de ces trois pays était aussi important que son déficit vis-à-vis des pays pétroliers, dont les capitaux sont d'ailleurs largement utilisés par les banques américaines sur le marché de l'euro-dollar.

Cependant, le pillage et la dépendance commerciaux et financiers que ces oppositions expriment connaissent une tendance à l'aggravation, avec de véritables cercles vicieux, où les difficultés des balances commerciales et des paiements provoquent les difficultés monétaires et financières et *vice-versa*. Le poids des pays impérialistes les plus puissants tend ainsi à peser davantage sur les difficultés d'un pays comme la France.

Mais aussi, tandis que les groupes financiers basés en France essaient d'étendre leur propre pillage, surtout dans les pays plus faibles, les contradictions se développent entre les intérêts de tous les peuples et ceux de tous les groupes monopolistes. Ensuite, malgré certaines complémentarités, l'impérialisme des Etats-Unis et de leurs groupes tend à dominer tous les autres et donc à s'opposer à tous les autres.

1. Voir notre précédent article dans « *Economie et Politique* » de février 1977.

Les cercles vicieux de l'aggravation des difficultés montrent l'urgence et le caractère nécessairement systématique d'une rupture démocratique avec la domination monétaire et financière impérialiste. Le développement des contradictions de cette domination, avec l'approfondissement de la crise du C.M.E., renforce les possibilités de cette émancipation.

LES DEFICITS COMMERCIAUX, LES DOMINATIONS MONETAIRES ET LEURS CONTRADICTIONS NOUVELLES

On peut considérer, tout d'abord, l'aggravation ou le maintien des déficits commerciaux par les dominations monétaires.

Ainsi, on peut distinguer la pression des crédits extérieurs sur les importations françaises, pression qui s'ajoute à la pression des filiales des sociétés étrangères implantées en France. Bien sûr, les groupes monopolistes basés en France tendent aussi à utiliser les mêmes pressions vis-à-vis de tel pays africain ou de tel pays européen, comme l'Espagne par exemple. Mais comme nous le verrons, la domination extérieure l'emportant de plus en plus, au plan national, l'économie française doit s'endetter pour soutenir ces crédits et ces exportations de capitaux des groupes monopolistes basés en France. Les crédits étrangers comme les emprunts en vue des crédits accordés par les entreprises françaises à l'étranger, sont de plus en plus dépendants du développement du marché de l'euro-dollar.

On peut distinguer aussi les pressions des dévaluations sur les termes de l'échange. On évoque aujourd'hui la spirale : inflation supérieur / déficit commercial / dévaluation monétaire / inflation encore supérieure et déficit commercial accru, etc. Mais cette spirale n'engendre pas un cercle vicieux sans fin. Par exemple, elle peut conduire à la réduction de la croissance de la production du pays dominé qui a dévalué, tendant ainsi à réduire avec son activité, ses importations et son déficit commercial. D'où l'intérêt du soutien des monnaies dites faibles des pays dominés, dans certaines conditions conjoncturelles, pour le soutien des exportations des pays dominants.

Dévaluation, inflation et déficit commercial

La dévaluation du franc, dans le cadre du flottement, en mars 1976, a pu dans une certaine mesure et dans l'immédiat avantager les exportations de certaines grandes sociétés françaises. Encore que cet avantage ait pu être immédiatement réduit par l'utilisation de la dévaluation pour augmenter les profits en francs et non pour diminuer les prix en monnaie étrangère. Mais surtout la dévaluation a augmenté les prix en francs des

importations et donc contribué à alourdir les coûts pour l'économie nationale, dans le cadre de la relance de la suraccumulation. Elle a stimulé ainsi l'inflation française et provoqué de la sorte des difficultés nouvelles pour les exportations de la France, comme on le voit au troisième trimestre 1976.

Les prix relevés des produits d'équipement importés de R.F.A. et des Etats-Unis (même s'ils n'ont pas été proportionnels aux changements effectifs de parités, du moins à partir de la R.F.A.) et des produits importés en général de ces pays ou d'ailleurs (pétrole s'il s'agit de baisse du franc par rapport au dollar) ne vont pas simplement relever les prix français en pourcentage de la part de ces importations dans le produit national. En effet, dans la mesure où la hausse des prix en francs des produits importés augmente le coût en capital de la production, elle tend à provoquer le gonflement inflationniste du profit pour maintenir les taux de profit.

Cette inflation ainsi renforcée va aggraver à son tour les difficultés de la balance commerciale tout en tendant à relancer aussi le mouvement à la baisse du franc et la spéculation. Ainsi, depuis la mi-juillet 1976, le franc se remet à baisser. Cela va encore détériorer les termes de l'échange, en élevant de nouveau les prix en francs de produits importés, relançant le cercle vicieux de la dépendance et du pillage de l'économie française.

C'est, entre autres, dans ces conditions que la balance commerciale de la France s'est fortement dégradée en 1976. Au cours de l'année 1976, le franc a baissé d'environ 12 % par rapport au dollar et d'environ 19 % par rapport au deutschmark. Le déficit commercial s'est creusé vis-à-vis des Etats-Unis et encore plus vis-à-vis de la R.F.A. : le déficit aurait doublé en francs courants vis-à-vis de la R.F.A. par rapport à celui de 1975.

Commerce France-R.F.A. (milliards de F.).

	1975 (11 mois)	1976 (11 mois)	Taux d'augmentation 1976-1975
Exportations fr. (FOB)	33,82	41,91	+ 23,9 %
Importations fr. (CAF)	39,31	53,33	+ 35,6 %
Déficit	5,45	11,42	+ 108 %

(Source : Chambre de commerce franco-allemande)

Les nouveaux effets, dits « pervers », des dévaluations

C'est d'ailleurs depuis le début de la crise de structure du C.M.E., qu'on observe ces effets dits pervers des dévaluations, qui ont été expérimentés par la Grande-Bretagne et l'Italie avant la France. La dévaluation peut provoquer désormais

assez rapidement la relance des déficits commerciaux, au lieu de les contrecarrer durablement. Jouent dans ce sens : l'effet de la hausse des prix des produits importés en monnaie dévaluée ; la hausse consécutive des coûts, dans le pays qui a dévalué, et donc des prix des produits exportés, dont l'exportation peut être ainsi rapidement freinée de nouveau, au lieu d'être stimulée durablement.

Inversement, une réévaluation, comme celle du deutschmark, peut tendre à diminuer le prix des produits importés en R.F.A. et leur somme en deutschmark, à freiner la hausse des coûts et l'inflation en R.F.A., favorisant de nouveau rapidement les exportations.

Ces effets dits pervers s'opposent aux effets dominants de la longue phase de tendance à l'essor qui a précédé la crise du C.M.E.

Dans cette longue phase de tendance à l'essor, la dévaluation, en abaissant les prix des produits exportés en monnaie étrangère, favorisait les exportations du pays qui avait dévalué et le rééquilibrage de la balance commerciale. En effet, dans cette longue phase, la tendance n'était pas à la hausse des coûts capitalistes de la production si importante qu'elle ne peut être compensée par l'élévation du taux d'exploitation pour relever le taux de profit, comme aujourd'hui où l'on doit surtout recourir à l'inflation rapide des prix pour relever le taux de profit. Au contraire, le freinage de la hausse de la part du capital constant (moyens de production) par rapport au capital variable (salaires), le niveau encore peu élevé de cette composition organique du capital total, la croissance massive de la plus-value par l'élévation du taux d'exploitation, tout cela accompagnait le freinage limité de la croissance que provoquait la dévaluation, pour relever le taux de profit.

Dans ces conditions, la hausse des prix des produits importés pouvait être plus que compensée par l'abaissement relatif des dépenses en capital, tandis que la baisse des prix des produits exportés, en monnaie étrangère, pouvait être substantielle et assez durable.

Bien sûr, la dévaluation pouvait entraîner une détérioration des termes de l'échange (surtout pour les pays peu développés) sauf dans la mesure où le progrès de la productivité du travail était plus rapide que dans d'autres pays. Elle facilitait l'exportation des capitaux étrangers dans le pays qui dévaluait.

Désormais, les effets « pervers » de la dévaluation monétaire, du point de vue de la balance commerciale, expliquent le fait que la détérioration des termes de l'échange peut renforcer la tendance nouvelle aux difficultés durables du taux de profit et à l'inflation accélérée, donc aux difficultés durables des débouchés, bien plus qu'elles ne favorisent les exportations.

« Soutien » du franc et intérêts commerciaux des impérialismes dominants

Cependant, il semble bien y avoir des limites et des conditions de ces effets dits pervers. Ces effets supposent une rigidité importante des importations, qui seraient largement maintenues quelle que soit la hausse en monnaie dévaluée des produits importés.

En fait, une première limitation apparaît à partir d'un certain degré de hausse des prix des produits importés, dans la mesure où l'on peut assister à un freinage important de la croissance de la production et un ralentissement des importations elles-mêmes. Cela peut diminuer quelque peu le déficit commercial, tandis que par ailleurs recule l'investissement et que progresse massivement le chômage. On l'a vu en France en 1975. Dans ces conditions de récession, les exportations des pays favorisés par la réévaluation et ses effets sur les coûts, tendent également à être réduites, comme pour la R.F.A. en 1975.

C'est, dans une mesure bien plus limitée, ce qui semble s'être considérablement produit à la fin de 1976 en France et en Grande-Bretagne, qui après avoir vu croître leurs importations les ont vu baisser. L'Italie a connu une baisse analogue du printemps à l'automne 1976.

Cette baisse des importations a même pu se manifester au niveau du déficit commercial. Ainsi, en France, selon les statistiques officielles provisoires (F.O.B.-F.O.B.), corrigées des variations saisonnières, après la montée du déficit commercial et le record d'octobre 1976 (4,7 milliards de francs), on assiste à un début de diminution de ce déficit en novembre (3,8 milliards) et une réduction très prononcée en décembre (1,3 milliard), cependant que la production industrielle enregistre une baisse de 1,6 %.

On observe une diminution des importations d'équipements de pétrole et aussi de produits de consommation, avec une baisse de 8 % des importations en décembre. Malgré sa remontée, le déficit reste nettement moins important en janvier 1977 (2,9 milliards) qu'en octobre et qu'en novembre 1976. En février 1977 le déficit est de 1,52 milliards. En outre, par rapport à décembre, en janvier les importations auraient continué à diminuer, de 9,6 %, bien que les exportations aient diminué encore davantage : de 13,4 %. Ce déficit de janvier 1977 est nettement supérieur à celui de janvier 1975 et de tous les mois de 1975, année où officiellement la balance commerciale (F.O.B.-F.O.B.) a été légèrement excédentaire du fait de l'effondrement des importations en raison de la chute de la production nationale.

Dans ces conditions, les pays impérialistes dominants Etats-

Unis, R.F.A., Japon ont pu voir leurs exportations quelque peu diminuer vers la fin de 1976.

Les Etats-Unis, dont le dollar s'est réévalué du début de 1976 jusqu'en octobre par rapport au franc (comme d'ailleurs par rapport à la lire et à la livre), après avoir connu un progrès sensible de leurs exportations en France dans la première moitié de 1976 ont commencé à connaître une légère diminution de leurs exportations au troisième trimestre.

Commerce France/Etats-Unis

— (en milliards de francs)	4 ^e trim. 1975	1 ^{er} trim. 1976	2 ^e trim. 1976	3 ^e trim. 1976
● Excédent commercial (CAF-FOB) des Etats-Unis sur la France	1,96	2,71	2,74	2,41
● Exportations des Etats-Unis en France (1)	4,41	5,20	5,69	5,27

Source : Bulletin trimestriel de la Banque de France, février 1977, tableau 44.

Dans ces conditions, les Etats-Unis ont pu avoir avantage à un nouveau soutien du franc et des autres monnaies dites faibles de la C.E.E. Bien sûr, le soutien du franc permettait aussi de ne pas alourdir encore les coûts en produits importés des groupes français et de favoriser leurs exportations de capitaux.

Toutefois, ce soutien pouvait aussi s'opposer à cette baisse nouvelle des exportations des Etats-Unis, qui, par ailleurs, connaissent un déficit commercial global en 1976 avec la reprise relative de leur croissance, à l'opposé de leur excédent global de 1975. D'ailleurs, d'octobre 1976 à janvier 1977, par rapport au dollar, la livre, la lire et le franc ont cessé, en tendance, de baisser, en liaison avec les politiques gouvernementales nouvelles concernant ces monnaies, mais aussi avec leur nouveau soutien international et les possibilités accrues d'endettement de ces pays favorisées par les Etats-Unis. La remontée de la lire et du franc vont aussi soutenir les exportations de certains groupes de la R.F.A. dans le Royaume-Uni et en France.

Utilisation de la dévaluation relative du dollar par les Etats-Unis

Une autre limite des effets dits « pervers » des dévaluations actuelles des monnaies réside dans les possibilités de substitutions d'une production intérieure à des importations, à partir d'un certain taux de dévaluation, si le pays (ou le secteur concerné) en a les capacités économiques, sans compter les mesures éventuelles de protection comme en Italie. Ainsi, la dévaluation du dollar ou la réévaluation du deutschmark par rapport à lui

1. La réduction des exportations des Etats-Unis est plus sensible en dollars qu'il ne paraît dans ce tableau en francs courants, au troisième trimestre 76, étant donné la dévaluation du franc par rapport au dollar.

a, dans une certaine mesure, une autre portée aux Etats-Unis que la dévaluation relative du franc par rapport au deutschmark en France.

Ainsi, l'impérialisme des Etats-Unis essaie de jouer sur les deux tableaux :

— effet des dévaluations des monnaies les plus faibles, y compris celles des grands pays capitalistes, comme les dévaluations du franc, de la livre et de la lire par rapport au dollar et au deutschmark en 1976.

— utilisation de la dévaluation par eux-mêmes : baisse du dollar en 1975, qui permet par exemple de mieux préserver les exportations américaines en France que celles de la R.F.A., baisse du dollar par rapport au deutschmark en 1976 et limitation de la baisse des monnaies faibles.

En effet, les Etats-Unis du fait de la dévaluation de leur monnaie (ou de la réévaluation du deutschmark) semblent voir leurs coûts beaucoup moins augmenter que d'autres pays qui dévaluent. Les raisons en seraient :

1) le contrôle extérieur sur les importations, par les filiales et les crédits, n'a pas du tout le même poids, mieux, il est largement le fait des Etats-Unis sur les autres ; 2) la capacité de productions de substitution est beaucoup plus grande (équipements sophistiqués, etc.) ; 3) les importations sont en grande partie libellées en dollars, monnaie dans laquelle se fait quelque 60 % du commerce mondial.

Certes, la France est aussi relativement « mieux placée », de ce point de vue, que tel pays sous-développé qui dévaluerait.

On peut remarquer d'ailleurs que si en 1976 l'excédent commercial de la R.F.A. a doublé vis-à-vis de la France et presque doublé vis-à-vis du reste de la C.E.E. (passant de 5,3 milliards de deutschmarks en 1975 à 10,2 milliards en 1976), le déficit de la R.F.A. vis-à-vis des Etats-Unis a presque triplé en 1976, passant de 1,1 milliard de deutschmarks en 1975 à 3,2 en 1976, tandis que le dollar se dévaluait par rapport au deutschmark (1).

1. Cf. *Le Monde*, 22-2-77.

Quant au Japon son excédent commercial vis-à-vis de la C.E.E. est passé de 0,3 milliards de dollars en 1972 à 1,2 en 1973, 2 en 1974, 3,2 en 1975, et sans doute plus de 4 en 1976. Si le Royaume-Uni est le plus touché, même la R.F.A. est en déficit vis-à-vis du Japon en 1976 (2).

2. Marion Bywatter. « Le danger japonais : mythe ou réalité ». *30 jours d'Europe*, décembre 1976.

On comprend dans ces conditions, que tout en tirant avantage de la réévaluation relative du deutschmark dans la C.E.E. notamment, certains groupes importants de la R.F.A. aient pu se plaindre d'autres effets de cette réévaluation, surtout par rapport au dollar ou au yen japonais.

Ainsi, dans un article d'avril 1976, intitulé « le fonctionnement

des changes flottants n'est pas optimal », un dirigeant de Krupp se plaint d'une réévaluation du deutschmark supérieure à la différence des taux d'inflation, vis-à-vis des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne du fait des anticipations des opérateurs, en d'autres termes du jeu de la spéculation. D'où les difficultés pour certains exportateurs allemands et le coût des risques de change pour eux ou leurs clients (1).

1. *Hanbelblatt*, 23-24 avril 1976.

Oppositions monétaires et commerciales entre l'impérialisme américain et tous les autres pays

Les Etats-Unis se plaignent, au milieu de 1976, de « la politique des changes japonais ». En effet, au premier semestre de 1976, les échanges nippon-américains ont laissé au Japon un surplus de près de 2,5 milliards de dollars, les exportations japonaises s'étant accrues de 27 % par rapport aux six premiers mois de 1975, tandis que les ventes américaines fléchissaient de 0,3 %. C'est pourquoi, le gouvernement des Etats-Unis a protesté contre le niveau dit artificiellement bas du yen, favorisant les exportations japonaises, en incriminant les interventions des autorités monétaires sur le marché des changes visant à s'opposer à la hausse du yen. Il faut rappeler que la balance commerciale japonaise avait dégagé en 1971 un solde positif de 8 milliards de dollars provenant, pour moitié environ, des échanges avec les Etats-Unis et que lors du réajustement de Washington, en décembre 1971, le yen avait été fortement réévalué par rapport au dollar. Une deuxième réévaluation a eu lieu en février 1973. Mais depuis le cours du yen a baissé par rapport au dollar jusqu'à la fin de 1975, tandis qu'il est remonté en 1976. L'excédent commercial total du Japon est passé de 1,4 milliard de dollars en 1974, à 5 milliards en 1975. Il atteignait au premier semestre 1976 11 milliards en termes annuels (2).

2. *Neues Zürcher Zeitung*,
26 août 1976.

D'une façon générale, à l'automne 1976, les Etats-Unis font campagne contre le flottement dit « impur » des monnaies et les interventions des Etats sur les marchés monétaires pour faire baisser trop leur monnaie, comme le Royaume-Uni, ou l'empêcher de s'apprécier comme le Japon ou la R.F.A., afin de s'assurer des avantages commerciaux. Le Fonds Monétaire International est appelé à travailler sur des comparaisons de prix relatifs de produits manufacturés, après ajustement en tenant compte des rapports de change. Selon cette formule de comparaison, la Grande-Bretagne, le Japon et la France auraient vu s'améliorer les rapports de prix en leur faveur, tandis que les Etats-Unis et la R.F.A. auraient enregistré une dégradation. Le F.M.I. veut déterminer des parités dites « réalistes » et les imposer par des pressions morales ou financières. Au niveau de la C.E.E. l'expert suisse Lamfalussy, tout en évoquant le risque inflationniste de la dépréciation, dénonce la sous-évaluation des monnaies encouragée par les gouvernements pour

1. **Business Week** du 22-11-76 : « Les changes étrangers : Pourquoi le flottement devient de plus en plus impur ».

favoriser les exportations. Ainsi, d'accord avec les Etats-Unis et la R.F.A., il déclare que les pays faibles dont la monnaie baisse, comme le Royaume-Uni, la France ou l'Italie, doivent être pourvus de réserves par les autres pays de la Communauté Européenne afin de défendre leurs taux de change (1).

On sait d'ailleurs combien la Banque d'Angleterre a été pourvue de réserves à l'automne 1976 par des prêts du F.M.I. et des pays à monnaie forte, d'où le soutien et le redressement de la livre d'octobre 1976 à janvier 1977. On sait aussi que la politique du franc depuis octobre s'efforce de le maintenir à proximité du niveau atteint par rapport au dollar.

Cependant, en février 1977, M. Lawrence Klein, conseiller du Président Carter, déclare : « *le Japon et l'Allemagne doivent réévaluer de 10 % pour soutenir la reprise du monde occidental* ». Et cette déclaration a contribué à encourager la spéculation à la hausse du yen et du deutschmark.

Quand l'impérialisme américain proteste contre le flottement dit « impur » des monnaies sur les marchés et qu'il veut maintenir les rapports de prix existants, ce qu'il veut maintenir en fait, c'est la domination sur les marchés monétaires de ses sociétés multinationales, — opérant et spéculant avec la plus grande partie des dollars internationaux et des euro-dollars — et leurs rapports de domination commerciale. Alors que les zones monétaires impérialistes « livres » et « francs » sont de plus en plus ouvertes aux superimpérialismes, les Etats-Unis s'efforcent par ailleurs de contenir, par le développement des euro-dollars et des asia-dollars, par leur lutte contre la concurrence commerciale de la R.F.A. et du Japon vis-à-vis d'eux, la tendance au développement autonome d'une zone yen et d'une zone deutschmark appuyant l'expansion des sociétés multinationales basées en R.F.A. ou au Japon.

Ainsi se développent, à la fois, les contradictions objectives contre tous les pays capitalistes, et les efforts de contrôle extérieur supranational, soit zonaux, soit mondiaux, en ce qui concerne les taux de change des monnaies et les politiques monétaires, dans la mesure, tout d'abord, où les rapports de changes des monnaies pèsent sur les rapports commerciaux. En effet, avec la tendance renforcée au freinage de la croissance du débouché intérieur de l'accumulation, en raison de la suraccumulation relativement durable beaucoup plus grave et immédiate, tous les pays cherchent à exporter davantage qu'ils importent, ce qui est impossible pour tous. « *Cette relance de l'investissement ne s'est pas produite..., c'est donc à nouveau vers l'exportation que se tournent tous les pays pour compenser la stagnation intérieure* » (2).

2. Cf. **Business Week**, article cité du 22-11-76.

L'impossibilité de l'exportation supérieure à l'importation pour tous les pays se résoud par le sacrifice des entreprises les

moins fortes aux intérêts « exportateurs » des grands groupes monopolistes dans tous les pays et aussi par l'imposition du déficit chronique des balances commerciales pour un grand nombre de pays. Mais sur cette base se développent le déficit des paiements de base de ces pays et leur tendance à l'endettement extérieur. Cela entraîne l'aggravation du pillage et de la domination extérieure, mais aussi des contradictions grandissantes entre les intérêts de tous les peuples et le règne absolu des groupes financiers avec l'aide des Etats du C.M.E. en crise.

LES DIFFICULTES DURABLES DES BALANCES DES PAIEMENTS, LES DOMINATIONS FINANCIERES ET LEURS CONTRADICTIONS GRANDISSANTES

Il convient de remplacer les difficultés, et même les déficits durables nouveaux des balances des paiements de la majeure partie des pays sous-développés dominés, mais aussi de nombreux pays capitalistes développés, comme la France, dans le cadre des changements profonds de la croissance, liés à la suraccumulation relativement durable du capital, caractéristique de la crise du C.M.E.

Il faut partir de la longue phase de tendance ascendante de la fluctuation « Kondratieff » d'après-guerre, de 1944 à 1968 environ. On y assiste à une spirale de croissance de la production et du capital, en liaison avec la tendance au relèvement et au maintien du taux de profit capitaliste, sans grandes difficultés. L'accumulation rapide du capital est favorisée, comme toujours, par l'extension du crédit. L'accumulation du capital, en partie à crédit, anticipe la croissance de la plus-value et la réalisation du profit, qui vont permettre de rémunérer le capital nouveau et aussi de rembourser les crédits. Ces nouveaux crédits peuvent croître ainsi sur cette base capitaliste saine.

Rééquilibrage des balances commerciales et des paiements jusqu'à la crise du C.M.E.

En ce qui concerne les rapports des balances commerciales et des balances des paiements, s'il y a déficit commercial d'un pays, comme la France par exemple, correspondant au solde commercial positif d'un autre pays comme les Etats-Unis, ce déficit, alors, peut être couvert par des prêts des Etats-Unis. Mais dans la longue phase de tendance à l'essor, à la croissance du capital accumulé, permise en France par des équipements ou d'autres marchandises importées à crédit, va correspondre une croissance du profit qui va permettre d'augmenter les exportations françaises et de rembourser les prêts.

D'une façon générale, la tendance à une spirale de croissance des échanges internationaux, liée à la croissance de l'accumulation et des profits fait qu'à cette époque — sauf de brèves interruptions périodiques — aucun pays n'a trop importé ni trop exporté. En effet, le crédit tend à être remboursé au bout d'un certain temps. Aussi, les déficits des balances commerciales tendent à être rééquilibrés en croissance. Importer plus permet d'augmenter les exportations et vice-versa.

Plus précisément, au lendemain de la deuxième guerre mondiale, on observe une sous-accumulation considérable en Europe Occidentale, tenant aux dévalorisations massives de capital de l'entre-deux guerres et de la guerre, tandis que le potentiel et le stock d'or des Etats-Unis sont très élevés. Aussi, la nécessité du financement public dans le cadre du C.M.E., en France par exemple, s'est manifestée en particulier par l'intermédiaire de l'aide publique financière des Etats-Unis (Aide Marshall) et des importations à partir des Etats-Unis. Puis, la capacité de production et d'exportation s'est développée sur des bases capitalistes favorables en Europe Occidentale. Ce qui a permis de se passer d'abord de l'aide publique extérieure, puis, par la suite, de la rembourser en liaison aussi avec d'autres facteurs comme les importations de capitaux durablement investis.

En effet, dès le début, les exportations de capitaux américains, favorisées par le relèvement des conditions de profitabilité et les dévaluations des monnaies, permettaient une certaine compensation du solde commercial positif des Etats-Unis par l'accumulation des capitaux américains en France comme dans les autres pays concernés. Mais ce besoin d'exportation de capitaux américains s'est accru considérablement avec la montée de la suraccumulation dans les années 1960 aux Etats-Unis. Cette exportation de capital, en Europe Occidentale tout particulièrement, a pu dépasser le solde positif des exportations de marchandises des Etats-Unis, lui-même réduit par la suraccumulation et l'inflation, même lente, des prix dans un dollar non dévalué depuis 1934.

D'où, en France notamment, le grossissement des avoirs de papiers-dollars correspondant aux investissements américains et aux achats d'actifs industriels français, le remboursement des prêts publics antérieurs, puis la mise en cause du papier-dollar et la demande de conversion en or des avoirs en papiers.

Les sorties d'or des Etats-Unis sont le signe du caractère inflationniste des profits exportés et de l'accumulation du capital à l'étranger, c'est-à-dire de la suraccumulation du capital. Le caractère massif de ces sorties d'or en 1967 est l'indice du début de la suraccumulation très profonde et durable aux Etats-Unis, comme d'ailleurs, à divers degrés, dans l'ensemble du monde capitaliste.

Difficultés durables des balances des paiements et endettement dans la crise du C.M.E.

Le cas de la France

Avec la seconde phase de longue durée de la croissance d'après-guerre, ouverte vers 1967-1970, la suraccumulation profonde et relativement durable des capitaux et l'accélération corrélative de l'inflation vont provoquer, avec la tendance au caractère plus durable et plus massif des surproductions, la tendance nouvelle au ralentissement de la croissance de la production et du capital productif.

Dans ces conditions, le crédit rendu nécessaire par le déficit commercial d'un pays tendra à être bien plus difficilement remboursé par la croissance des profits (répondant à l'accumulation à crédit) et des exportations.

Les échanges internationaux s'étant trop développés, grâce au crédit surtendu qu'on ne peut rembourser, tous les pays ont eu tendance à trop importer et à trop exporter à crédit. Tous sont affectés par une tendance nouvelle au freinage de la croissance des importations et des exportations. Les déficits se cumulant au lieu d'être compensés pour de nombreux pays, la poursuite de la croissance des échanges internationaux va provoquer la montée des dettes. En effet, le freinage de la croissance du capital investi productivement dans les pays déficitaires, empêche une croissance des investissements nouveaux des capitaux importés, à partir des pays bénéficiaires, suffisante pour compenser les déficits commerciaux. Au contraire, la progression de la masse de capitaux spéculatifs et prêtés à plus ou moins court terme développe la compensation des déficits commerciaux par l'endettement extérieur.

Dans le cas de la France, vont se conjuguer plusieurs facteurs de détérioration de la balance des paiements et d'endettement extérieur.

D'un côté, se manifeste et tend à se maintenir, sinon à s'aggraver, un déficit commercial important (1). Il est dû principalement à l'excès de nos importations pour l'accumulation, tout particulièrement en équipements et en matières premières et énergétiques, favorisés par le financement public et la domination monopoliste. D'où le déficit officiel du solde des paiements courants (biens et services, dons et autres transactions unilatérales) depuis 1973, particulièrement important en 1974 et en 1976.

D'un autre côté se renforcent des efforts d'exportation des capitaux des groupes monopolistes français et aussi de plus en plus les crédits pour soutenir leurs exportations de marchandise (en Afrique, en Europe du Sud, dans les pays socialistes, etc.). Dans ces conditions, les importations de capitaux investis à long terme par les groupes étrangers, malgré leur importance, ne compensent plus les déficits des paiements de base. Ceux-ci

1. Mesuré CAF-FOB.

tendent à être couverts en grande partie par l'endettement extérieur privé et public, à long et surtout à court terme. En liaison notamment avec la masse des capitaux à court terme importés, apparaissent aussi les brusques et massives sorties spéculatives de fonds qui, dans la mesure où il s'agit de francs, s'échangeant contre des devises des réserves officielles tendent à accroître l'endettement public pour compenser ces pertes de réserves publiques.

Ces pertes et cet endettement publics peuvent aussi contrebalancer l'augmentation des avoirs en devises étrangères des banques installées en France, de plus en plus enfoncées dans le réseau supranational des euro-dollars.

Balance des capitaux de la France

On peut tenter de vérifier ces mouvements en examinant, tout d'abord, la partie concernant les soldes des *mouvements de capitaux* dans les balances des paiements de la France, de 1970 à 1976.

Balance des paiements entre la France et l'étranger (P.O.M. inclus) — (en milliards de francs)
Balance des capitaux

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	
							6 premiers mois	Année *
Solde des mouvements de capitaux — = sorties nettes + = entrées nettes								
A. Capitaux à long terme (dont sorties nettes de crédits commerciaux)	(— 1,79)	(— 3,12)	(— 3,30)	(— 2,45)	(— 2,39)	(— 10,04)	(— 8,48)	(— 15,7)
1. Vis-à-vis de l'étranger. (a + b + c + d) dont :	+ 2,51	— 0,28	— 2,07	— 4,93	+ 6,24	— 0,96	— 5,08	
a. secteur privé résidents (exportations de capitaux)	— 5,11	— 6,80	— 7,67	— 8,36	— 6,62	— 11,38	— 8,18	
b. secteur privé non résidents (importations de capitaux)	+ 8,45	+ 7,86	+ 8,21	+ 7,43	+ 16,34	+ 17,29	+ 8,75	
c. secteur bancaire	+ 0,13	— 0,37	— 2,38	— 2,89	— 1,05	— 6,24	— 6,53	
d. secteur public (c + d).	— 0,97 (— 0,84)	— 0,97 (— 1,34)	— 0,23 (— 2,61)	— 1,10 (— 3,99)	— 2,41 (— 3,46)	— 0,62 (— 6,86)	+ 0,19 (— 6,34)	
2. Emprunts des résidents auprès des banques françaises	—	—	—	—	+ 4,43	+ 1,03	+ 0,01	
Total 1 + 2	+ 2,51	— 0,28	— 2,07	— 4,93	+ 10,65	+ 0,07	— 5,07	
B. Capitaux à court terme Secteur privé (y compris crédits commerciaux) et termaillage	+ 3,95	+ 6,51	+ 2,43	+ 9,54	+ 12,20	+ 13,91	+ 0,88	+ 13,7

Extrait du Bulletin trimestriel de la Banque de France (février 1977, tableau 42)
* chiffres provisoires année totale 1976 (autre source).

A la lecture de cet extrait de la balance des paiements de la France depuis 1970, en termes nominaux, on peut constater :

1. Les exportations nettes de capitaux des résidents du secteur privé tendent à s'accroître très fortement. Elles passent de 5,11 milliards en 1970 à 11,38 en 1975 — + 122 % —, sans parler de la croissance très forte en 1976, à laquelle participent aussi sans doute les mouvements spéculatifs.

Certes, les importations nettes de capitaux des non-résidents du secteur privé tendent aussi à augmenter fortement. Elles passent de 8,45 milliards en 1970 à 17,29 en 1975 — + 104 % —, sans compter toutefois la diminution de 1976.

Cependant, le taux de croissance est sensiblement plus important pour les exportations de capitaux et encore plus si l'on considère 1976, même si le solde reste encore nettement positif en faveur des importations. En outre, ces importations comprennent de plus en plus un endettement.

2. Si l'on considère le secteur bancaire et le secteur public on discerne pour l'ensemble un solde négatif (sorties). Ce solde négatif tend à grossir beaucoup plus vite que le solde positif des secteurs privés résident et non résident. Ce solde négatif passe de 0,84 milliard en 1970 à 6,86 en 1975, et beaucoup plus en 1976 (malgré le solde positif d'endettement du secteur public). Ici intervient notamment l'importance des crédits commerciaux consentis à l'étranger.

3. En conséquence, le solde de l'ensemble des mouvements de capitaux à long terme « *vis-à-vis de l'étranger* », à l'exception de 1970 et de 1974, est négatif les cinq autres années, avec même une tendance marquée à l'aggravation du déficit : 0,28, en 1971 ; 2,07 en 1972 ; 4,93 en 1973 ; 13,72 en 1976.

Les années 1970 et 1974 qui connaissent un solde positif sont des années de crise de surproduction, à l'échelle du monde capitaliste, nettement moins marquées en France, où par exemple la crise de 1974-1975 est décalée vers la fin de 1974 et 1975.

A ce déficit croissant participe, entre autres, la montée des crédits commerciaux à long terme à l'étranger. Cette montée a été favorisée par le financement public à l'exportation des grandes sociétés, avec la prise en charge d'une partie des intérêts par le Trésor public et récemment l'endettement public extérieur, comme celui de la Banque française pour le Commerce Extérieur. Ainsi en 1971, 1972, 1975 et 1976, le solde négatif de ces crédits commerciaux est plus important que le déficit des mouvements de capitaux à long terme « *vis-à-vis de l'étranger* ». Mais les importations de capitaux à long terme comprennent aussi des crédits commerciaux à l'étranger et l'importance de ces entrées en 1974 n'est pas étrangère à l'importance si considérable cette même année.

4. On remarque l'apparition de la ligne « emprunt des résidents auprès des banques françaises », si importante en 1974. Elle va faire plus que compenser le solde négatif de l'ensemble « vis-à-vis de l'étranger » en 1975, du point de vue du total du mouvement des capitaux à long terme.

Les emprunts en devises étrangères auprès des banques françaises sont à mettre en rapport avec l'intervention croissante de ces banques sur les marchés des euro-devises et plus spécialement de l'euro-dollar (1). Elles sont aussi à relier sans doute à l'augmentation des avoirs (en devises) du secteur bancaire, elles-mêmes liées notamment aux mouvements spéculatifs et aux pertes de devises des réserves officielles.

1. Une étude récente prônant les avantages financiers des crédits à court terme en euro-devises en raison des différences des taux d'intérêt, du non-encadrement du crédit, etc., déclare : « les entreprises intéressées à l'origine de ces financements doivent toujours se rappeler que les banques françaises sont autorisées à les consentir aussi bien sur leurs avoirs propres que sur des emprunts effectués sur le marché. Elles sont assurées que la source est pratiquement inépuisable compte tenu de l'abondance des euro-monnaies... » (Claude-Bernard Dubedat : « **PME : compter avec les euro-devises** », **Moniteur du Commerce International**, 14 février 1977).

5. On peut enfin souligner l'importance qui tend à grandir des entrées de capitaux à court terme, y compris les crédits commerciaux et le jeu plus ou moins spéculatif sur les termes de paiements (termaillage). Etant donné les déficits des paiements courants, sans ces entrées de capitaux à court terme, la balance des paiements serait à peine équilibrée en 1972 et très fortement déficitaire en 1973 et en 1974, sans parler du déficit de 1976.

D'où la fragilité de l'équilibre apparent quand il est réalisé ou approché, dans la mesure où il repose non seulement sur un endettement à long terme mais de plus en plus sur un endettement à court terme.

Cette fragilité se révèle quand les sorties spéculatives atteignent tous les postes et réduisent les entrées de capitaux à court terme, comme dans les premiers mois de 1976, où l'endettement public connaît une augmentation sérieuse pour atténuer l'impact de ces sorties sur les réserves officielles de devises.

Déficit des paiements de base et endettement extérieur

Ainsi, d'un côté, le solde des paiements courants est négatif depuis 1973 et même très fortement en 1974 et en 1976. Ces paiements concernent les échanges commerciaux de produits et les services ainsi que les dons et autres transactions unilatérales. D'un autre côté, le solde des mouvements des capitaux à long terme, quand il n'est pas négatif, n'arrive pas à compenser le solde des paiements courants, de sorte que les paiements de base sont déficitaires de 1972 à 1976. Déjà, sur cette base, la balance des paiements ne peut être équilibrée que par les importations de capitaux courts. Et en 1974 et 1976 elle est quand même déficitaire, compte tenu de ces importations de capitaux à court terme.

Balance des paiements entre la France et l'étranger (P.O.M. inclus) — (en milliards de francs)
Balance des paiements courants et des capitaux

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	
							6 premiers mois	Année *
1. Solde des paiements courants (biens et services - dons et autres transactions unilatérales)	+ 0,38	+ 2,92	+ 1,45	- 3,00	- 28,75	- 0,28	- 8,41	- 27,5
2. Capitaux à long terme								
● vis-à-vis de l'étranger.	+ 2,51	- 0,28	- 2,07	- 4,93	+ 6,24	- 0,96	- 5,08	
● emprunts des résidents auprès des banques françaises	—	—	—	—	+ 4,43	+ 1,03	+ 0,01	
Total	+ 2,51	- 0,28	- 2,07	- 4,93	+ 10,67	+ 0,07	- 5,07	- 5,9
● Total des paiements de base (1 + 2)	+ 2,13	+ 2,64	- 0,62	- 7,93	- 18,08	- 0,21	—	
3. Capitaux à court terme (secteur privé) non bancaire	+ 3,95	+ 6,51	+ 2,43	+ 9,54	+ 12,20	+ 13,91	+ 0,88	+ 13,7
4. Ajustements (capitaux)	+ 2,02	+ 0,89	+ 0,67	- 0,44	+ 5,70	+ 8,19	+ 1,95	
Total général (1 + 2 + 3 + 4)	+ 8,88	+ 10,03	+ 2,47	+ 1,17	- 0,16	+ 21,80	- 10,65	- 1,9

Extrait du Bulletin trimestriel de la Banque de France (février 1977, tableau 42)
 * chiffres provisoires année totale 1976 (autre source).

Outre l'accroissement de l'endettement à court terme, l'endettement à long terme tend à grandir rapidement. Du côté des capitaux étrangers à long terme, la part « endettement » progresse par rapport aux « investissements » étrangers directs et en portefeuille. Ainsi, selon les statistiques de la Banque de France, les investissements directs venant de l'étranger auraient diminué de 13 % en 1975 par rapport à 1974. De plus, les « désinvestissements » auraient augmenté de 33 % dans la même période. Le mouvement se poursuit en 1976. Ainsi, en ce qui concerne le secteur bancaire non résident, les investissements de portefeuille + les investissements directs des non résidents (non bancaire) représentent en 1975 : 10,87 milliards contre 7,45 pour les crédits des mêmes. Mais pour les trois premiers trimestres 1976, ces investissements représentent 6,67 milliards pour déjà 6,34 pour les crédits. En outre, les capitaux de non résidents chez les banques résidentes atteignent : + 3,38 milliards en 1975, et déjà 4,87 pour les trois premiers trimestres 1976. Les prêts à long terme de l'étranger au secteur public atteindraient, en 1975, 0,42 milliard contre 0,80 pour les prêts du secteur public à l'étranger, mais 1,01 pour les trois premiers trimestres de 1976 contre 0,76.

L'endettement extérieur privé et public apparaît de nouveau et

tend à croître rapidement non seulement en raison de l'apparition de déficits commerciaux importants (considérés CAF/FOB), mais encore à cause de l'importance grandissante des exportations de capitaux et des crédits commerciaux à l'étranger. L'ensemble n'est pas compensé par les investissements étrangers malgré leur importance et leur croissance. Mais il faut aussi compter les pertes des sorties spéculatives. L'endettement privé est stimulé aussi par les taux avantageux sur les marchés des euro-devises par rapport à ceux du marché national du crédit. Cependant, la part publique de cet endettement tendrait à croître en raison de l'aide publique aux grands groupes capitalistes, en raison de l'effort pour faire retomber les difficultés sur le secteur public, et aussi en raison de la nécessité de freiner en apparence les sorties de devises des réserves officielles liées aux poussées spéculatives.

Spéculation contre le franc et relations économiques internationales

Les difficultés des balances des paiements, menacent les réserves officielles de devises dans la mesure où celles-ci doivent être éventuellement utilisées pour couvrir le solde. Cela peut favoriser la spéculation contre le franc, si l'on escompte qu'il sera plus difficile de le défendre contre la baisse.

La spéculation contre le franc — de même que celle contre la livre, la lire, etc., — peut se déclencher notamment en liaison avec l'inflation plus rapide qu'à l'étranger, dans le cadre de l'accélération internationale de l'inflation due à la suraccumulation durable. Elle se produit tout particulièrement à partir des grands avoirs liquides en mouvement des sociétés multinationales, jouant tour à tour sur telle ou telle monnaie (1). Ainsi, au début de 1976, après la chute de la lire, de la livre et de la peseta, c'est au franc de subir ses assauts.

Il convient de noter le fait que dans les conditions actuelles de crise de structure, alors que les monnaies sont minées par des inflations très rapides, et que d'énormes fonds liquides en excédent flottent à l'affût des profits considérables de la spéculation, la spéculation est aussi entretenue et amplifiée par les simples mécanismes de défense des profits des sociétés concernant leurs chiffres d'affaires ou leurs achats réalisés à l'étranger. Pour se protéger par exemple contre une baisse relative ultérieure du franc, ces sociétés sont ainsi conduites à jouer contre le franc et à amplifier sinon même à provoquer cette baisse. D'une façon générale la gestion des avoirs monétaires des grandes firmes internationales est devenue un élément tout à fait fondamental de tout le système financier international et de la spéculation en particulier. Elle permet aussi des transferts de bénéfices déguisés aux sociétés-mères et des évasions fiscales considérables. D'ailleurs, les mouvements d'emprunt et de prêts

1. Déjà pour 1973, les liquidités des entreprises internationales et de leurs filiales (dont une bonne moitié d'entreprises américaines) sont évaluées à quelque 130 milliards de dollars (Bulletin hebdomadaire de la Kreditbank du 30-5-1975).

de capitaux à court terme sont activés par la modification rapide des taux d'intérêts devenus beaucoup plus élevés, comme par les demandes des capitalistes qui veulent tirer bénéfice de leurs fonds liquides, ou couvrir leurs profits contre les risques extérieurs de l'inflation et contre les risques des modifications de change entre les monnaies.

Il s'agit d'abord de risques commerciaux. Ainsi les sociétés étrangères exportant en France peuvent avoir intérêt à se défaire au plus vite des francs qu'elles reçoivent, dans la mesure où le pouvoir d'achat est miné par une inflation supérieure à celle que connaît leur pays, et même à provoquer une décote du franc, si elles peuvent ainsi compenser la baisse de son pouvoir d'achat en relevant leur prix en francs. Les sociétés françaises importatrices craignant une baisse du franc ont intérêt à accélérer leurs paiements à l'étranger. Et inversement les sociétés exportatrices à retarder les rentrées de devises ou à conserver les devises étrangères au lieu de les convertir en franc, pour faire des profits spéculatifs mais aussi pour se prémunir contre la baisse du franc dans leurs achats ultérieurs à l'étranger. Les sociétés étrangères exportant en France ou en important peuvent avoir également intérêt à se défaire au plus vite de leurs francs contre des devises.

Aux risques commerciaux s'ajoutent les risques de change des opérations financières de toutes sortes. D'ailleurs les risques de change commerciaux tendent à être couverts par des opérations financières.

Tous ces mouvements peuvent jouer dans le sens du déficit de divers postes de la balance des paiements dans la mesure où ils augmentent les sorties de francs et restreignent les rentrées de devises. Ils peuvent jouer contre le franc très offert et peu demandé en échange de devises. Sur la base de la protection des profits se développe la recherche de profits spéculatifs, avec toutes les fausses opérations possibles, comme par exemple les fausses factures exagérant les importations pour justifier des sorties de fonds convertis en devises à l'étranger. Pratiquement tous les postes de la balance des paiements peuvent ainsi être affectés par un grand mouvement spéculatif, quel que soit leur intitulé officiel, comme on l'a déjà vu en 1969.

En outre, les filiales des grandes sociétés multinationales tout particulièrement celles des Etats-Unis, de la R.F.A. ou du Japon, dont les monnaies sont plus fortes en général que le franc, peuvent accepter des pertes de changes dans leurs relations commerciales et financières avec la société-mère pour transférer de façon occulte des profits et frauder le fisc français, tout en bénéficiant des aides publiques françaises à l'investissement et à l'exportation. C'est ce que montre l'exemple chiffré suivant.

Exemple d'une filiale européenne (chiffre d'affaires : 100 millions de dollars) d'une société multinationale américaine.

	Equivalent en dollars des flux de capitaux (millions de dollars)	Pertes maximales de change transférées par suite d'écart de la monnaie du pays par rapport au dollar (de 3 % dans les 2 sens)
Dépenses :		
Situation débiteurs	(20)	1,20
Intérêts annuels + amortissements	(5)	0,30
Dividendes de la société-mère	(3)	0,18
Sources de fonds		
Ventes à l'étranger	(20)	1,20
Nouvel emprunt de devises	(5)	0,30
Perte potentielle totale maximum		
Somme des pertes		3,18
% sur bénéfice avant impôt de 10 % sur le chiffre d'affaires		31,8

Source : J.T. Wooster and G.R. Thoman, « Nouvelles priorités financières pour les Sociétés Multinationales », *Harvard business Review*, mai-juin 1974.

Etant donné cependant les charges de la baisse du franc pour l'ensemble des capitalistes importateurs et aussi pour l'investissement des capitaux venus de France à l'étranger, et parce qu'il n'instaure pas de contrôle des changes, l'Etat peut décider de soutenir le cours du franc sur le marché, en achetant des francs contre des devises, comme il l'a fait au début de 1976 pendant un certain temps, par exemple.

Cependant, le gouvernement est conduit à alimenter massivement de la sorte les opérations indirectement ou directement spéculatives des grandes sociétés en cédant des devises des réserves officielles. Il vise d'ailleurs à leur permettre au moins de garantir leurs profits gonflés par l'inflation contre les répercussions de l'inflation sur les changes.

Spéculation contre le franc, pertes de réserves officielles et endettement extérieur

Ainsi, J.P. Fourcade a admis qu'environ 14 milliards de francs auraient été dépensés de janvier à la crise de mars 1976 : 2 milliards en janvier, 4 en février, 8 en mars. Ces pertes considérables des avoirs officiels ont pu favoriser des achats d'équipement à moindre prix des sociétés résidant en France. Elle a alimenté une très forte spéculation.

Ainsi, dans la balance des paiements française du premier trimestre 1976, on observe, outre le gonflement des déficits des mouvements de capitaux comme d'ailleurs celui des marchandises et services, le désengagement extérieur et l'augmentation des avoirs extérieurs de banques de 4,51 milliards. Ce qui peut signifier que les titulaires non résidents de comptes en francs, dans les banques, les ont échangés contre des devises (augmentation des avoirs en devises des banques) ou les ont retirés pour les vendre sur le marché (désengagement extérieur des banques). Inversement on assiste à une diminution des avoirs du secteur public de 13,65 milliards, ce qui correspond aux quelques 14 milliards indiqués plus haut.

On avait déjà connu de tels mouvements en 1969, ou lors de la poussée spéculative de 1973, mais aussi en 1974.

Balance des paiements entre la France et l'étranger (P.O.M. inclus)
Mouvements monétaires (milliards de francs)

	1973	1974	1976	
			1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre
1. Total général de la Balance des paiements.	+ 1,17	- 0,16	- 8,92	- 1,74
2. Mouvements monétaires (*)				
A) Variations des avoirs et des engagements du secteur bancaire	- 8,62	- 2,01	- 4,73	+ 3,31
B) Variations des avoirs et des engagements du secteur public	+ 7,45	+ 2,17	+ 13,65	- 1,57
3. Total d'ensemble des mouvements monétaires.	- 1,17	+ 0,16	+ 8,92	+ 1,74

- : augmentation des avoirs et diminution des engagements.
 + : diminution des avoirs ou augmentation des engagements.

Après de si grandes pertes, encore aggravées par l'attente des élections cantonales avant de lâcher le franc, le pouvoir a accepté la dévaluation de fait du franc de 4,5 % en mars 1976 dans le cadre du flottement généralisé des monnaies : le franc est de nouveau sorti du « serpent » monétaire européen, ce ruban délimitant de très faibles marges de fluctuations essentiellement par rapport au deutschmark et donc un flottement concerté avec lui.

Par suite de cette dévaluation, les spéculateurs ont pu empocher leur bénéfice en utilisant leurs droits pour des achats en France ou en rachetant des francs. D'où après les sorties massives du premier trimestre, les rentrées de fonds à court terme courant 1976. Le bénéfice des spéculateurs s'analyse comme un prélèvement de profit important sur l'économie nationale.

Comme nous l'avons vu, cette dévaluation, après avoir pendant un court moment favorisé les exportations de certaines grandes

sociétés françaises, a suscité la progression de l'inflation, par la hausse des coûts en produits importés, et les difficultés de nos exportations, en prix extérieurs de nouveau rapidement croissants. Ainsi, depuis juillet 1976, le franc se remet à baisser et la spéculation reprend. Cela va encore détériorer les termes de l'échange et aggraver le pillage de l'économie française jusqu'à la réaction de réduction des importations liée à une réduction de la croissance au début de l'automne.

Dans ces conditions, comme nous l'avons vu, on assiste à un certain soutien du franc pour ne pas sensiblement s'écarter du dollar, ce qui peut conduire à freiner la baisse massive des importations françaises du moins vis-à-vis des Etats-Unis. Mais un véritable contrôle des changes n'a pas été établi, malgré quelques très légères limitations des sorties de capitaux. La mesure principale a consisté en un relèvement très sensible des taux d'intérêt en France (contrastant avec la politique d'argent bon marché, alors pratiquée aux Etats-Unis) pour attirer les capitaux à court terme (1). Mais cette « solution » est onéreuse, accroissant les prélèvements sur l'économie nationale et les coûts de production. Le profit des capitaux étrangers ou spéculatifs à court terme, par les taux d'intérêts avantageux, peut remplacer celui plus ample, mais moins sûr de la spéculation. En outre, cette « solution » est précaire, étant donné le caractère particulièrement volatile des capitaux liquides ainsi attirés.

1. « Le gouvernement a pris un certain nombre de mesures, non pas des mesures de contrôle, mais des mesures fondamentales... Ainsi, il a agi par les taux d'intérêt de manière à éviter les pertes de réserves de la Banque de France... » (Déclaration de Raymond Barre à l'Assemblée Nationale le 27-10-1976 en réponse à la question sur la spéculation de M. Berthelot, député communiste.)

Cela accroît encore l'endettement extérieur de la France et sa dépendance générale. Déjà, au début de 1976, le gouvernement avait encouragé *l'endettement à long terme* des entreprises publiques et des institutions financières pour freiner les sorties de devises, désormais c'est *l'endettement à court terme* à taux élevé du système monétaire et bancaire public qu'il encourage aussi. L'ensemble de l'endettement très important de la France, qui atteindrait quelques 50 à 70 milliards de francs pour le seul long terme, est essentiellement situé sur les marchés privés internationaux tout particulièrement celui de l'euro-dollar ; euro-obligations et euro-crédits.

Nous n'avons pas encore été contraints à un endettement exceptionnel auprès des prêteurs publics du F.M.I. de la Communauté Economique Européenne, ou des gouvernements de la R.F.A. ou des Etats-Unis, comme celui qu'ont dû accepter la Grande-Bretagne, l'Italie, le Portugal ou l'Espagne, avec les conséquences concernant les conditions officiellement imposées à leur politique économique.

Toutefois, en 1975, dans le total des prêts de la *Banque Européenne d'Investissement* qui atteint environ 1 milliard d'unité de compte à 1975 (environ 5 milliards de francs) à côté de l'Italie qui aurait emprunté 39,1 % et de la Grande-Bretagne 36,5 %, la France aurait déjà emprunté 15,7 %.

En outre, l'augmentation de nos droits de tirage de devises au F.M.I. lié à l'acceptation de la réforme de la Jamaïque de janvier 1976, voulue par les Etats-Unis, conditionne dans une certaine mesure notre endettement privé, de même que pour les autres pays lourdement endettés. D'ailleurs, il est question, au début de 1977, que le F.M.I. demande encore la disposition de nouvelles liquidités internationales aux trois pays super-impérialistes aux devises dominantes.

Evoquant la multiplication des financements des balances des paiements de nombreux pays par des emprunts officiels — crédits internationaux dans le cadre du F.M.I. ou de la Communauté Européenne, accords bilatéraux avec la Federal Reserve Bank des Etats-Unis ou la Bundesbank de la R.F.A. —, une récente étude sur le financement des balances des paiements remarque que si, sur le plan international, « le gros de ce financement passe par le marché libre de la monnaie et des capitaux », « les deux formes de financement de la balance des paiements — par des voies officielles et par le marché libre — vont toutefois de conserve : les accords officiels permettent à un pays d'obtenir plus facilement du crédit parce qu'ils réduisent sensiblement le risque de non-paiement par manque de devises... Le financement par des mécanismes officiels agit donc comme un levier pour le financement par le marché libre. (*Bulletin hebdomadaire de la Kreditbank du 15-10-76*).

Mais l'inverse aussi est vrai comme on l'observe pour le Royaume-Uni ou l'Italie. Déjà les prêteurs privés aux entreprises et institutions françaises demandent à surveiller la situation financière et générale des débiteurs. Ainsi E.D.F. aurait été contrainte de donner des renseignements à ses prêteurs américains. Et surtout la fragilité résultant de l'importance croissante de notre endettement, par rapport à nos possibilités de remboursement, nous rend sensibles aux arguments des prêteurs et de leurs couvertures étatiques étrangères.

Domination financière

et perspectives de la crise de structure :

antagonisme entre les groupes financiers et tous les peuples

Face à l'importance et à la persistance des déficits des paiements de presque tous les pays, la domination financière extérieure progresse rapidement à partir des grands groupes financiers des trois super-impérialismes R.F.A., Japon, Etats-Unis, des consortium financiers internationaux sur la place de Londres et des institutions financières internationales. Le déficit éventuel des Etats-Unis est ainsi facilement compensé par le rôle de monnaie internationale du dollar, tandis que se développe sans cesse le pouvoir financier supranational notamment en Europe de ses grands groupes bancaires, chefs de file des consortiums multinationaux.

Cependant, si cet endettement est lié à l'intervention publique dans le cadre du C.M.E. tentant de s'opposer par ses soutiens financiers à l'accumulation à des contractions brutales de l'accumulation et de la production capitaliste, il tend néanmoins à entraîner de plus en plus des freinages de la croissance de l'activité économique.

Déjà dans les pays capitalistes développés qui connaissent les plus graves difficultés, le progrès de l'endettement privé des entreprises, favorisé par l'intervention publique, a rencontré à partir de 1974-1975 des obstacles plus importants. Les difficultés de la surproduction rendant plus difficile le paiement des charges financières y compris le remboursement des prêts, la liquidation ou la cession d'actifs privés est devenue plus importante. Cependant, la concentration par la croissance externe financière des groupes dominant au plan international, bénéficiant de ces ventes d'actifs des entreprises en difficulté, ne signifie pas une croissance de l'accumulation globale et de l'investissement à l'échelle de la société, pour ne pas parler de l'activité et a fortiori de l'emploi. Au contraire, les contrôles grandissants de sociétés multinationales, se font dans des économies nationales où des branches entières connaissent des difficultés durables et des régressions. C'est le cas de la machine-outil, par exemple, en France, en 1976 et 1977.

En France aussi et pas seulement en Italie ou en Angleterre, pour ne pas parler des pays capitalistes plus faibles d'Europe du Sud, l'Etat et le secteur public doivent prendre massivement le relais de l'endettement international privé et l'épauler. Mais, tout en visant à favoriser immédiatement les plus grosses sociétés, cela renforce les difficultés durables de la crise de structure.

D'une part, les charges de l'endettement à l'étranger progressent rapidement dans presque tous les pays capitalistes, ce qui aggrave les difficultés extérieures et aussi les difficultés de l'investissement.

D'autre part, les pressions directes des prêteurs institutionnels extérieurs ou les pressions indirectes des prêteurs privés étrangers se renforcent sur les politiques économiques internationales, qu'il s'agisse de pays sous-développés comme l'Egypte ou de pays développés comme l'Angleterre ou l'Italie. Les politiques d'austérité concernant les revenus des travailleurs et certaines dépenses publiques tendent à accroître l'exploitation des travailleurs et à faire supporter les prélèvements extérieurs grandissants, à la masse de la nation. Mais cela s'oppose au relèvement des conditions du débouché intérieur et de la productivité nationale, approfondissant ainsi les difficultés nationales de la suraccumulation, les obstacles à la croissance de l'activité et la crise de structure.

Les pressions sur la politique économique française ne sont pas liées aux prêts publics du F.M.I. ou de la C.E.E. comme pour l'Italie et l'Angleterre, mais elles prennent le canal des recommandations dans le cadre de la C.E.E. La volonté de faire élire le parlement européen au suffrage universel, ce qui le ferait dominer par les dirigeants de la R.F.A. et leurs clients, tend à institutionnaliser un certain contrôle politique favorable aux créanciers étrangers et aux sociétés multinationales.

Cependant, cette domination extérieure considérablement aggravée s'oppose aussi aux intérêts des peuples des pays dominants. Ainsi, tandis que des crédits extérieurs et l'exportation de capitaux ne permettent pas une croissance soutenue de l'activité à l'extérieur, mais une domination accrue, le ralentissement de la croissance des pays dominés réagit sur tous les autres. Déjà, les entreprises des Etats-Unis produisent à l'étranger 4 fois plus qu'elles n'exportent, tandis que le chômage fait rage dans leur pays d'origine. En R.F.A. l'exportation grandissante des capitaux des grands groupes ouest-allemands va de pair maintenant avec la progression du chômage comme le soulignent désormais les syndicats. (Cf. Gérard Brüdenstein « *Les implantations industrielles allemandes à l'étranger et le problème de l'emploi en R.F.A.* », Gewerkschaftliche Monatshefte, revue de la centrale syndicale D.G.B., décembre 1975, in *Problèmes économiques* du 10 mars 1976).

Le financement de l'accumulation par la fuite en avant du système monétaire et financier ainsi que l'endettement international n'a pu empêcher la grave crise de surproduction de 1974-1975, ainsi que les difficultés de conjonctures apparues de nouveau à la fin de 1976 et au début de 1977 dans un certain nombre de pays comme en France. Le redressement de la première moitié de 1976 s'est heurté beaucoup plus vite aux difficultés internationales des balances des paiements de la plupart des pays. Le prix à payer sous la forme de l'endettement et de la dépendance semble devenir plus important pour un résultat qui tend à être moindre du point de vue de la croissance de l'activité capitaliste.

Cependant les grands groupes multinationaux se développent y compris à travers les difficultés en rachetant d'autres entreprises par exemple et en occupant les nouveaux points-clés éventuels. Ils se préparent même, grâce à leur domination commerciale, financière et technologique, à tenter de tourner et de récupérer des transformations de structures antimonopolistes éventuelles pour maintenir leur présence et leur pillage.

Gravité de l'endettement de nombreux pays

La pire situation relative est, bien sûr, celle des pays sous-développés dominés par l'impérialisme.

Déjà en 1973, selon les statistiques de la *Banque Nationale (Rapport pour 1975)*, les 86 pays du « Tiers-Monde » avaient un endettement de 118,9 milliards de dollars. Outre les crédits publics multilatéraux (Banque Mondiale, Banques de développement régionales) et les crédits publics bilatéraux (47,3 % de l'endettement total de 1973), on a assisté à la progression récente des crédits privés auprès des fournisseurs ou des banques des grands pays capitalistes et sur les euro-marchés. Ces crédits coûtent plus cher aux pays emprunteurs que les crédits publics, mais ils sont moins sévères en principe, quant aux contrôles concernant l'emploi des fonds et surtout plus facile à obtenir tant qu'il y a de la ressource.

Endettement du Tiers-Monde en 1973 (86 pays = 118,9 milliards de dollars).

	Amérique Latine	Afrique	Asie du Sud	Asie de l'Est et Pacifique	Moyen-Orient	Europe Méridionale sous-développée
Pourcentage de l'endettement du Tiers-Monde	29,5 %	18,4 %	17,2 %	14,2 %	11,3 %	9,4 %
Pourcentage des concours financiers privés dans la dette	36,4 %	20 %	10,7 %	2 %	25 %	22,5 %

Paul Turot, « Trop d'ignorance dans l'endettement du Tiers-Monde », cote Desfossés, 15-16 mai 1976.

Les pourcentages de l'endettement du Tiers-Monde sont à comparer avec les capacités financières. Celles-ci sont nettement supérieures par exemple en Amérique latine à celle de l'Afrique dont l'endettement relatif serait ainsi plus important. En règle générale, l'endettement privé est plus important dans les pays les moins pauvres étant donné son coût pour l'emprunteur et aussi les risques pour le prêteur.

Cependant, si l'on considère les 18 pays capitalistes développés du C.A.D. (Comité d'Aide au Développement de l'O.C.D.E.) on voit que la part des crédits privés a considérablement augmenté en 1975 par rapport à 1974, tandis que l'endettement total a rapidement augmenté depuis 1975.

Apport total net de ressources financières des 18 pays du C.A.D.
(millions de dollars)

	1974	1975
1. « Aide publique au développement »	11,31	13,59
2. Fonds privés	16,67	26,43
3. Apports totaux (pub. + priv.)		
a) valeur absolue	27,98	39,92
b) % du P.N.B. des 18		
— Total	0,82	1,05
— Public	(+ 0,33)	(+ 0,36)

(O.C.D.E., Service de l'information, octobre 1976. *Problème économique*, 8 décembre 1976).

L'endettement total des pays sous-développés atteindrait, au début de 1977, quelque 180 milliards de dollars, dont environ 45 milliards vis-à-vis des seules banques privées américaines (*Déclaration de M. Arthur Burns, président du Système Fédéral de Réserve, devant la Commission bancaire de la Chambre des Représentants des Etats-Unis*). Selon la *Morgan Guaranty Trust* le seul endettement des pays en voie de développement non pétroliers atteindrait environ 150 milliards de dollars.

La gravité de la situation s'exprime notamment dans le fait que le service et l'amortissement de la dette des pays dits en voie de développement atteindrait environ 12,5 milliards de dollars en 1976, c'est-à-dire le même ordre de grandeur que l'aide publique reçue par ces pays (*Chronique d'actualité de la S.E.D.E.I.S., t. XVI, n° 2, 1^{er} février 1977*).

D'ailleurs, une des plus grandes banques américaines, la *Continental Illinois National Bank* peut aujourd'hui mettre en avant la faiblesse des prêts internationaux aux pays sous-développés, en vue de proclamer la solidité de son expansion mondiale.

Continental Illinois National Corporation. Prêts Internationaux
(suivant le revenu par an et par habitant au 30-9-1976).

	Milliards de dollars	%
— Principaux pays industrialisés (2.000 dollars et plus)	2.174	60,2
— Autres pays développés (500 à 2.000 dollars)	1.051	29,1
— Pays exportateurs de pétrole	226	6,3
— Pays en voie de développement (entre 200 et 500 dollars)	150	4,2
(revenu inférieur à 200 dollars)	7	0,2
— Total	3.608	100

(Source : Information Presse de la Continental Bank du 6-12-1976.)

Toutefois, si à l'échelle du monde, on prend l'exemple de cette banque américaine, active sur la place de Paris, on peut constater la rapide croissance de ses prêts internationaux. Ceux-ci auraient quadruplé en quelques années.

1971	1972	1973 (9 mois)	1974	1975	1976 (9 mois)
723	1.020	1.522	2.245	2.613	2.838

(moyenne en milliards de dollars).

(Source : idem).

D'une façon générale, certains experts estiment que la capacité des banques privées, tout particulièrement américaines, à consentir des crédits aux pays déficitaires approcherait de sa limite. D'où les récentes négociations du F.M.I. pour que les quelques pays aux balances de paiements bénéficiaires et aussi les Etats-Unis, créateurs de monnaie internationale, accordent de nouvelles facilités de crédits publics par son intermédiaire.

En Europe occidentale, on peut citer le cas de l'Espagne qui a atteint les limites de ses tirages au F.M.I. En raison des importants déficits récents de sa balance des paiements *courants* de 1974, 1975 et 1976, elle a vu croître très rapidement son endettement extérieur, surtout sous forme d'emprunts publics, avec une dette extérieure qui atteindrait environ 9 milliards de dollars (environ 45 milliards de francs) dès la fin de 1975, autant que la Finlande.

L'endettement extérieur de nombreux pays capitalistes développés a fait de très rapides progrès. Ainsi, la France qui avait une dette extérieure publique presque totalement remboursée en 1972 mais déjà un endettement privé nouveau, se retrouve fin 1976 avec une dette privée et de plus en plus publique représentant un minimum de 50 milliards de francs ou 10 milliards de dollars, mais sans doute nettement plus. L'Italie aurait une dette extérieure de quelque 20 milliards de dollars (comme le Brésil ou le Mexique).

Quant au Royaume-Uni, le plus endetté en raison des survivances de la zone sterling et des exportations de capitaux formidables de ses groupes financiers, sa dette extérieure atteindrait quelque 45 milliards de dollars.

Les pays socialistes eux-mêmes, en liaison avec la progression du commerce est-ouest surtout depuis le début de la crise du C.M.E., c'est-à-dire la fin des années 1960, ont accusé des déficits importants de leurs balances commerciales et une montée rapide de l'endettement extérieur. Ainsi, pour les pays socialistes associés dans le *COMECON*, le montant de l'endettement extérieur atteindrait, y compris le recours au circuit privé de l'euro-dollar, quelque 40 à 45 milliards de dollars.

On assiste, dans ces conditions, à une certaine communauté de difficultés et d'intérêts, devant cette montée massive de l'endettement extérieur, entre les pays sous-développés et les pays capitalistes développés dominés par les super-impérialistes dans le cadre de la crise du C.M.E., et avec les pays socialistes eux-mêmes. Cette communauté d'intérêt concerne les nations et les peuples, dans la mesure où les groupes financiers italiens, anglais ou français font des bénéfices considérables sur le dos de l'économie nationale et des pays les plus faibles. Elle rejoint même l'intérêt des peuples des Etats superimpérialistes créanciers eux-mêmes, peuples qui n'ont pas intérêt à voir s'aggraver le freinage de la production, l'austérité et le chômage pour accroître le pouvoir des groupes financiers supranationaux basés dans leurs pays.

Cependant, la situation actuelle de crise très profonde rend à la fois urgent et difficile la rupture avec cette domination et ce pillage financier. Ainsi un gouvernement démocratique avancé, en France, héritera non seulement de l'endettement mais dans l'immédiat de ses facteurs de progression et aussi se heurtera aux dépendances de ses alliés potentiels. C'est dire l'ampleur des luttes à mener, idéologiques et politiques et l'importance des mesures économiques à prendre dans ce domaine, pour commencer à sortir de la crise du capitalisme monopoliste d'Etat.

ERRATUM

1) Dans notre précédent article, paru en février 1977, il faut lire, page 90, 15^e ligne, au début du paragraphe central : euro-banques et non pas euro-dollars.

2) Concernant ce même paragraphe, les indications chiffrées font référence à l'article de Michel Lelart sur les euro-dollars, paru dans la revue **Banque**, nov.-déc. 1976.
